

MAI 2025

ÉTUDES

REVUE DE CULTURE CONTEMPORAINE

La robustesse du vivant

OLIVIER HAMANT

**J. D. Vance
et les postlibéraux catholiques**

JAMES PATTERSON

**Le devenir minoritaire
des catholiques français**

YANN RAISON DU CLEZIOU

La fin
de l'inclusion ?

Michel
de Certeau

L'art
après les camps

**ACTUALITÉ
CULTURELLE**

EXPOS, FILMS,
LIVRES...

www.revue-etudes.com

LA TRANSITION MINORITAIRE DU CATHOLICISME FRANÇAIS

Yann RAISON du CLEUZIQU

La sécularisation continue de la société française a des effets contraires dans le catholicisme qui se recompose, désormais à une échelle minoritaire. Après la phase de « sécularisation interne », nous assisterions à une phase de « désécularisation ». Ce nouveau catholicisme se marque par un attachement aux rites, une valorisation du sacré et une morale rigoureuse.

La sécularisation de la société française est désormais ancienne. Les historiens en repèrent les premiers soubresauts au XVIII^e siècle, bien avant la Révolution française. Deux régressions la manifestent : une diminution du nombre de croyants et de pratiquants ; une raréfaction sociale de la religion dont le champ d'application se restreint de plus en plus.

Cette mutation profonde de la société n'a pas cessé d'être scrutée et interrogée. L'abbé Félicité de Lamennais (1782-1854) publie son *Essai sur l'indifférence en matière de religion* en 1817. Depuis, l'analyse de la sécularisation est devenue un genre en soi. En 1878, l'abbé Émile Bougaud (1823-1888) s'alarme du déclin des vocations sacerdotales dans *Le grand péril de l'Église de France*. En 1943, ce sont les abbés Henri Godin (1906-1944) et Yvan Daniel (1909-1986) qui dénoncent le décrochage des classes populaires en posant une question iconoclaste : *France, pays de mission ?* En 2003, Danièle Hervieu-Léger renonce à la forme interrogative avec un titre affirmatif : *Catholicisme, la fin d'un monde*. Elle analyse l'« exculturation » du catholicisme, c'est-à-dire sa marginalisation de la culture commune des Français.

Ces différents ouvrages, et bien d'autres, montrent que si la sécularisation est ancienne, elle ne cesse pas pour autant de produire des effets nouveaux.

Rechercher ceux-là demeure aujourd'hui une tâche nécessaire pour comprendre les spécificités de la condition catholique présente et accompagner les recompositions en cours. Notre hypothèse est que l'ampleur de l'effondrement quantitatif de l'affiliation engage le catholicisme dans une transition minoritaire. Certes, l'empreinte catholique sur la société demeure forte, mais trois dynamiques en sont des indices : la désécularisation interne, la fracturation générationnelle et le dédoublement institutionnel. Une question devient urgente à affronter : un catholicisme minoritaire peut-il fonctionner comme une religion majoritaire, mais en plus petit ?

La majorité catholique en dormance

La transition minoritaire du catholicisme peut sembler très contre-intuitive après la célébration nationale de la réouverture de Notre-Dame de Paris ou le succès populaire de la visite du pape François en Corse. Cette reconfiguration est voilée par la rémanence du catholicisme majoritaire. L'empreinte en reste forte dans les mentalités et pratiques collectives. Bien des catholiques pensent d'ailleurs qu'une majorité catholique en dormance attend d'être réveillée. Pour les uns, il suffirait que l'Église se modernise pour que les modernes reviennent à elle ; pour les autres, qu'elle renoue avec le « sacré » pour que la France de « toujours » s'agenouille à nouveau. Ces deux scénarios reposent sur l'idée que la sécularisation résulte d'une déception. Pourtant, l'enquête « Ifop – Mission » sur les baptisés dans la population française suggère autre chose : l'indifférence est à la fois ce qui favorise le détachement et rend ce dernier inconscient¹. Bien des Français ignorent la déchristianisation dont leur abstention sacramentelle est la cause, la question ne les intéresse pas.

L'hypothèse d'une majorité catholique en dormance est déjà un signe de minorisation, elle montre le fossé qui se creuse entre la population et les catholiques convaincus. Ces derniers croient que ceux qui sont partis partagent leurs problèmes de doctrine, de liturgie ou de

style pastoral. Mais c'est là penser qu'une majorité religieuse fonctionne comme une minorité en plus grand. C'est oublier que la dynamique d'une religion majoritaire est moins individuelle que collective, relève moins de l'orthodoxie que de l'orthopraxie. Le baptême y compte plus que le *Credo*.

Les mœurs en constituent l'assise plus que l'Église. Les prêtres n'ont d'autorité que dans la mesure où le contrôle social suit la même pente qu'eux. La puissance du spirituel ne tient qu'à l'abri que lui offre un temporel encore plus puissant.

La « Seconde Révolution française » (1965-1984), décrite par Henri Mendras (1927-2003), période majeure d'accélération du détachement religieux², peut être comparée à une inversion des pôles magnétiques³. La force d'attraction du catholicisme a été remplacée par la sécularité et le conformisme qui portait la majorité religieuse l'a rapidement défaite. Foi et culture se dissocient et les rites perdent le charisme qui résultait de leur évidence partagée.

Aujourd'hui, ni l'engouement patrimonial pour les églises, ni l'intérêt ponctuel pour le pape François, ni le maintien de certaines dévotions utilitaires n'inversent ce processus car c'est désormais l'individualité qui en est le ressort. Or une religion majoritaire est bien autre chose qu'une addition de croyances et de goûts individuels. Elle est un corps collectif constitué par la longue durée et dont chacun des membres a une expérience intime à travers un sens du devoir et une culpabilité qui poussent vers les rites, jusqu'au sacrifice de soi, pour les plus zélés. L'individualisation des croyances contribue à faire du religieux un marché où la consommation remplace l'appartenance⁴.

Une désécularisation interne du catholicisme

Pour contrer le désenchantement, bien des initiatives pastorales ont été tentées. À partir de la fin des années 1960, une avant-garde ecclésiale a fait le pari de prendre les devants du changement social pour redonner au christianisme une prise sur la culture à venir.

2. Guillaume Cuchet, *Quand notre monde a cessé d'être chrétien*, Seuil, 2018.

3. Henri Mendras, *La Seconde Révolution française : 1965-1984*, Gallimard, 1988.

4. Gérard Donnadieu, « Vers un marché du religieux ? Le nouveau paysage du croire », *Futuribles*,

« Foi et culture se dissocient »

Dans un article publié en 1976, le sociologue François-André Isambert (1924-2017) a décrit ce redéploiement comme une « sécularisation interne » du christianisme⁵. Elle se manifeste par une autonomisation de l'intimité des catholiques (en matière de sexualité, tout particulièrement), par une désacralisation des formes d'autorité, une déritualisation de la liturgie et une lecture « démythologisée » des Écritures. Ce recentrement de la foi sur « le domaine de l'ultime » devait restaurer l'attrait d'un catholicisme renonçant à l'imposition pour la « proposition ».

Depuis l'analyse d'Isambert, le devenir du catholicisme français relativise cette espérance. Aucun rebond n'est venu de la sécularisation interne qui apparaît rétrospectivement comme une transition, vécue avec des aspirations et un langage encore religieux, vers la sécularité. Aucun rebond n'est venu non plus de la « nouvelle évangélisation » qui ambitionnait d'y mettre fin. Pas plus l'Église de « militants » que celle de l'« effusion de l'Esprit » ou de la « rencontre avec Jésus » n'ont inversé la tendance. Ces « réveils » spirituels, reflets d'un cercle de convaincus toujours plus restreint, ne parviennent qu'à la marge à freiner ou neutraliser le détachement – quand ils ne l'accélèrent pas. Une majorité religieuse ne se reconstruit pas comme une minorité de « virtuoses » de la foi en plus grand.

Ces innovations pastorales ne sont pourtant pas sans effets et, en intensifiant la mobilisation religieuse des plus pratiquants, elles les différencient profondément des moins pratiquants. Par ailleurs, à mesure que la réalité sociale du catholicisme s'amenuise, l'avenir de l'institution ecclésiale dépend de ceux qui restent, aux convictions souvent plus conservatrices que ceux qui se sont détachés. Ces catholiques, que j'ai qualifiés ailleurs d'observants et d'inspirés, parviennent mieux à perpétuer l'affiliation d'une génération à l'autre, ce qui change et clive le visage de l'Église⁶. C'est une minorité bien particulière qui se construit en son sein et qui préfigure partiellement ce qu'elle deviendra quand la rente majoritaire sera totalement épuisée. Messalisants réguliers, ces catholiques sont en résistance contre la sécularisation de l'Église et contre celle de la société. Ils luttent pour

5. François-André Isambert, « La sécularisation interne du christianisme », *De la religion à l'éthique*, Cerf, 1992, p. 257.

6. On trouvera la plus récente synthèse de cette élaboration typologique dans Yann Raison du Cleuziou, « Décrire les formes de l'engagement catholique : une typologie et une cartographie à partir de données qualitatives et quantitatives », dans Alphonse Ky-Zerbo (dir.), *Appartenances et ruptures. Le rapport des baptisés à l'institution ecclésiale catholique aujourd'hui. Perspectives com-*

défendre la valeur politique de leurs convictions religieuses, s'opposent à l'égalisation des formes de sexualité et de parenté, enfin entreprennent de restaurer la dimension hiératique de la liturgie et du rôle du prêtre. Près de cinquante ans après l'analyse d'Isambert, la sécularisation de la société produit un effet nouveau : une déséclésiologisation interne du catholicisme.

Devenus la principale source de vocations sacerdotales, observants et inspirés peuvent imaginer conquérir le pouvoir rituel en France – sauf réforme radicale des modes de dévolution de l'autorité religieuse⁷. L'enquête menée par *La Croix* sur les séminaristes français, en décembre 2023, le confirme⁸. Parmi eux, 72 % pro-

« L'essentiel n'est plus la réforme mais la perpétuation »

viennent de familles où le rythme d'assistance à la messe est hebdomadaire. Près de 68 % ont fréquenté une communauté charismatique et 47 % une communauté traditionaliste. Ils ne sont que 14 % à considérer que la messe en latin est un « retour en arrière » inutile et, si seulement 7 % considèrent que c'est leur forme de liturgie préférée, la plupart des séminaristes considèrent sa perpétuation légitime. Le style vestimentaire est cohérent avec cette orientation : 48 % des séminaristes sont favorables au port habituel de la soutane et 25 % occasionnellement. Enfin leur vision de l'Église reflète une ecclésiologie plutôt conservatrice : 48 % considèrent que l'Église est un phare qui doit montrer le chemin dans les ténèbres.

Alors que la sécularisation interne des années 1970 était portée par les militants d'une réforme de l'Église, la déséclésiologisation interne se manifeste par un recul de cet horizon. L'essentiel n'est plus la réforme mais la perpétuation. Les scandales concernant les abus sexuels infléchissent peu cette logique. Ainsi, les séminaristes ne sont pas particulièrement demandeurs de réforme et leur rapport à la place des femmes dans l'Église l'illustre : 34 % considèrent qu'elles ont assez de reconnaissance ; 38 % qu'elles pourraient exercer des rôles d'autorité mais sans accès au diaconat ou au sacerdoce ; seulement 3 % sont favorables à cette éventualité. Comme on peut l'imaginer, leur accueil

7. En effet, il suffit de comparer le profil des diacres permanents ou des laïcs avec lettre de mission (à plus de 90 % des femmes) pour mesurer comment les règles de dévolution des rôles d'autorité favorisent ou non certaines sensibilités religieuses. Voir Céline Béraud, *Prêtres, diacres, laïcs, Révolution silencieuse dans le catholicisme français*, Presses universitaires de France, 2007.

8. Enquête *La Croix*, Commission épiscopale pour les ministères ordonnés et laïcs en mission ecclésiale (Comelme) et Conférence des évêques de France (CEF) auprès des 673 séminaristes fran-

de la synodalité est très prudent : seuls 22 % considèrent qu'elle est la forme la plus adaptée à la gouvernance de l'Église. Ces séminaristes ne sont pas isolés et leur profil manifeste les tendances qui recomposent l'univers des pratiquants réguliers.

Une fracturation générationnelle des catholiques

Le catholicisme n'est pas encore une minorité en France, *a fortiori* une minorité religieuse comme les autres. Le vécu majoritaire (ou presque) se perpétue encore dans certaines régions et institutions, et surtout dans les générations nées dans une France moins sécularisée. Expériences majoritaires et minoritaires cohabitent et mettent le corps catholique en tension.

Cette tension s'objective dans les différences que la sécularisation trace entre générations. La dernière enquête EVS (*European Values Study*) de 2018 permet de le mesurer⁹. Si parmi les 60 ans et plus, les catholiques déclarés sont 48 % de la population française (18 ans et plus), ils ne sont plus que 15 % parmi les 18-29 ans. Cet effondrement quantitatif s'accompagne d'un changement total de contexte.

Ces 48 % de catholiques déclarés de plus de 60 ans sont constitués de 20 % de pratiquants et de 28 % de non-pratiquants. Ils ont face à eux un groupe équivalent ou presque mais structuré par la sécularité : 30 % sans appartenance religieuse et 17 % d'athées convaincus. On a là apparemment une division presque parfaite de la société avec son bloc catholique organisé autour de son noyau dur de pratiquants et son bloc séculier organisé autour de son noyau dur d'athées. Mais ce n'est qu'une apparence, car les catholiques restent en position dominante bien que celle-ci soit fragilisée par la sécularisation. En effet, les sans-appartenance-religieuse sont, dans leur grande majorité, composés de baptisés catholiques détachés et restent partiellement dans l'orbite du catholicisme, les références communes sont nombreuses. Le pourcentage des baptisés par rapport aux naissances était de 92 % en 1958, de 85 % en 1970 et encore de 63 % en 1985, ce qui laisse une forte empreinte dans la société¹⁰.

Parmi les 18-29 ans, la situation est très différente. Les sans-appartenance-religieuse sont désormais le groupe dominant et représentent 39 % de la population, les athées convaincus les suivent à 28 % puis les catholiques sont à 15 %. Par rapport aux générations plus âgées, le rapport de force est désormais nettement défavorable à l'ancienne religion majoritaire. Par ailleurs, elle se trouve déclassée en raison du renouvellement du paysage religieux. Les jeunes catholiques sont talonnés par les musulmans à 13 % et les autres religions suivent à 5 %. S'ils conservent tous les avantages de l'appartenance à l'ancienne religion dominante et bénéficient pour cette raison de ressources et d'une légitimité sociale sans comparaison avec celle des musulmans, ils développent pourtant une conscience minoritaire, tout autant en raison de la domination séculière que de la proximité quantitative avec l'islam. En effet, les musulmans sont devenus qualitativement le principal pôle de religiosité, car ils sont plus croyants et pratiquants que les catholiques¹¹. De ce fait, l'islam tend à devenir la religion de référence, c'est-à-dire non la religion dominante mais la religion à partir de laquelle ceux qui manquent de culture religieuse vont penser et identifier ce qu'est une religion. La focalisation de l'action publique sur les musulmans tend aussi à confirmer cette centralité. Y compris chez les jeunes catholiques, la référence à l'islam entre plus ou moins consciemment en compte dans le style de leurs pratiques¹².

Le changement social, dont la sécularisation est une dimension majeure, différencie radicalement les générations. L'expérience de majorité fragilisée explique que, tendanciellement, des catholiques seniors privilégient une pastorale qui relativise les prescriptions excluantes et privilégie l'accueil des différences. L'enjeu est d'effacer les pesanteurs sociales qui résultent de la domination du catholicisme sur les mœurs afin d'encourager une adhésion certes plus réfléchie, mais aussi tout simplement plus conforme aux valeurs séculières qui traversent la société depuis les années 1960. Malgré ses justifications théologiques et conciliaires, cet *ethos* pastoral est profondément ancré

« Les jeunes catholiques pratiquants s'assument plus volontiers comme une contre-culture »

9. Pierre Bréchon, Frédéric Gonther et Sandrine Astor (éd.), *La France des valeurs, Quarante ans d'évolutions*, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

10. Henri Mendras, *La seconde Révolution française : 1965-1984*, op. cit., p. 118.

11. Olivier Galland, « Des musulmans plus religieux et plus traditionnels que les chrétiens », dans P. Bréchon, Fr. Gonther et S. Astor (éd.), *La France des valeurs, Quarante ans d'évolutions*, op. cit., pp. 234-241.

12. Marguerite de Lasà, « À quelle heure dois-je m'arrêter de jeûner ? » Sur YouTube, la quête spirituelle des jeunes catholiques » *La Croix*, 26 septembre 2022 (sur www.la-croix.com).

dans une expérience majoritaire car son orientation répond au besoin de maintenir son bénéfice, c'est-à-dire le consensus avec les valeurs sociales dominantes. **Les jeunes catholiques pratiquants développent un ethos très différent de celui de leurs aînés et s'assument plus volontiers comme une contre-culture. Ils recherchent l'intensité de l'expérience et de l'appartenance religieuse pour résister à l'effacement.** L'enjeu est également de créditer la dimension authentiquement religieuse du catholicisme face aux musulmans et aux évangéliques.

Cette orientation attestatoire est redoublée par la proportion croissante des observants et inspirés parmi les jeunes pratiquants, comme l'a montré l'enquête de *La Croix* sur les inscrits aux Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) de Lisbonne¹³. Par ailleurs, elle trouve appui au sein de l'ensemble de la jeunesse car l'affirmation religieuse y est bien mieux acceptée que dans les générations plus âgées¹⁴.

Un dédoublement de l'institutionnalité

Cette mise en tension trouve aussi ses déclinaisons au sein de la structuration institutionnelle du catholicisme. Le quadrillage territorial des paroisses et des écoles catholiques répondait aux besoins d'une population disséminée presque partout, ce qui n'est plus le cas¹⁵. Or si la carte des paroisses a été révisée pour correspondre aux foyers d'une pratique désormais raréfiée et urbaine, la carte des écoles a une inertie plus grande. La sécularisation n'a pas mis fin à l'attractivité des écoles, mais a renouvelé celle-ci. La motivation religieuse est désormais marginale parmi les demandes, alors même que la volonté de réaffirmer le caractère confessant de ces institutions est souvent plus forte en raison même de la désécularisation interne. Par ailleurs, le contrat d'association noue les établissements à un État dont l'évolution reflète celle d'une société désormais séculière, ce qui se trouve transposé dans les programmes.

13. Questionnaire en ligne envoyé par la Conférence des évêques de France (CEF), les communautés de l'Emmanuel, du Chemin neuf et de Saint-Martin à leurs inscrits (30 164), du 7 au 11 mai 2023 : 4 028 répondants aux réponses complètes validées, 3 111 répondants traités après application des quotas sur les critères de sexe et de région (Paris et province).

14. Charles Mercier et Philippe Portier, « Le rapport des jeunes français à la laïcité dans un monde globalisé », *Social Compass*, n° 71(1), 2004, pp. 43-66.

15. Ambroise Laurent, « L'organisation de l'Église n'est plus adaptée à notre pays », *La Croix*, 24 mars 2025 (sur www.la-croix.com).

À Saint-Jean-Paul-II de Compiègne, à l'Immaculée-Conception de Pau, Gerson ou Stanislas à Paris, et ailleurs, la désécularisation interne rencontre des résistances et trouve sa limite¹⁶. La pastorale est mise en cause pour son caractère imposé ou en raison de l'« homophobie » du discours. Le scandale est porté par des élèves et un surcroît de contrôle de l'État vient y répondre. La convergence entre l'Église catholique et la République gaulliste lors du vote de la loi Debré en 1959 appartient au passé et les latitudes laissées à l'interprétation du « caractère propre » sont désormais questionnées¹⁷. Même en deçà de l'échelle où les controverses apparaissent, ces tensions sont présentes et un directeur diocésain m'a confié qu'il a parfois du mal à gérer la loyauté de présidents bénévoles d'OGEC (organisme de gestion de l'Enseignement catholique) qui découvrent avec surprise ou agacement le rôle que le diocèse peut jouer dans l'orientation des établissements.

Ces difficultés expliquent pourquoi les militants de la désécularisation interne ont souvent eu tendance à contourner les écoles sous contrat. Ce n'est pas un hasard d'agenda si les écoles catholiques hors contrat ont pris leur essor à partir de 2004 et l'introduction de l'enseignement du Pacs (pacte civil de solidarité) dans le programme d'éducation civique¹⁸. Les controverses autour de l'introduction du genre dans les programmes ont accru ce phénomène. La progression de la scolarisation hors contrat est souvent un indice de la diffusion d'une conscience minoritaire.

Ce dédoublement de l'offre scolaire catholique entre un hors contrat et un sous contrat, en concurrence pour mobiliser les plus pratiquants, dévoile un dédoublement plus global des structures catholiques qui bouscule les diocèses : d'un côté, une offre qui repose sur l'héritage majoritaire et un modèle de quasi-service public ; de l'autre, une réponse aux besoins nés de la minorisation et un modèle de contre-société. Les paroisses n'échappent pas à cette recomposition et leur logique de mobilisation se dédouble entre celles qui maintiennent

16. Emmanuelle Lucas, « Éducation : homosexualité, genre, IVG... L'école catholique sous pression », *La Croix*, 7 juillet 2023 (sur www.la-croix.com).

17. Voir le rapport de Paul Vannier et Christopher Weissberg relatif au financement public de l'Enseignement privé sous contrat, Assemblée nationale, n° 2423, 2 avril 2024 (sur www.assemblee-nationale.fr).

18. Yann Raison du Cleuziou, « L'essor des écoles hors contrat et la dissidence scolaire des catholiques observants au début du XXI^e siècle », dans Samuel Gicquel et Frédéric Lemoigne (dir.), *L'Église dans l'enseignement secondaire, Les institutions catholiques en France (XIX^e-XXI^e siècles)*, Presses universitaires de Rennes, 2022, pp. 249-262.

un fonctionnement territorial et celles qui répondent au besoin d'un réseau affinitaire ou à l'attraction des communautés nouvelles. Ce dédoublement est parfois freiné par les autorités diocésaines qui tentent de conserver une capacité de régulation sur une réalité catholique qui leur échappe.

Par ailleurs, les diocèses sont souvent dominés par une génération qui conserve un *ethos* majoritaire ce qui la conduit à penser les manifestations de la transition minoritaire comme un « repli sur soi », une dérive « identitaire » ou un « retour en arrière ». Le changement de contexte reste impensé et demeure voilé derrière le sentiment d'un conflit de valeurs.

Cette défiance nourrit, voire radicalise, le dédoublement plus qu'il ne le freine. Faute d'appui clair des diocèses, les initiatives de désécularisation et d'adaptation minoritaire se tournent vers des ressources

privées, ce qui génère des dépendances parfois ambiguës. Le Fonds du Bien commun soutenu par Pierre-Edouard Stérin, la Fondation Kairos, la Nuit du Bien commun et d'autres offrent

un dérivatif séduisant et efficace au denier du culte. De la même manière dans les médias, les initiatives de Rémy Montagne (1917-1991), avec la création du groupe Ampère en 1981 (absorbé par Média-Participations), propriétaire de *Famille chrétienne*, ou plus récemment de Vincent Bolloré, propriétaire de *France catholique*, du JDD ou de CNews, captent des catholiques qui ne se retrouvent pas dans la ligne de *La Croix*, propriété exclusive des Augustins de l'Assomption, jugée trop séculière. À ce titre, il faut noter que la transition minoritaire est menée par les laïcs et constitue un aboutissement inattendu de l'autonomie qui leur a été reconnue par le concile Vatican II.

* * *

S'il est beaucoup question de synodalité depuis que le pape François a engagé cette démarche d'écoute et de discernement, un autre processus transforme l'Église de France, porté d'ailleurs par des catholiques peu mobilisés par les consultations. À mesure qu'elle s'approfondit, la sécularisation de la société contribue à minoriser et déséculariser les catholiques restants. Cette recomposition génère

des tensions dans une institution ecclésiale qui fonctionne encore de manière dominante dans des cadres organisationnels, mais aussi de pensée, hérités d'un statut majoritaire.

Au sein même de la réalité minoritaire émergente, d'autres tensions existent et le nuancier des sensibilités se renouvelle. Les catholiques d'origine étrangère ou venus d'Outre-mer recréent un pôle populaire dévot et engagé. En réaction au glissement vers l'extrême droite d'une partie des pratiquants, se recrée un nouveau catholicisme de gauche, marqué par l'écologie et les questions de genre, plus confessant que celui des générations antérieures. Après *#MeToo*, le féminisme mobilise aussi parmi les jeunes femmes observantes et inspirées, révoltées par leur expérience de la domination masculine dans l'institution ecclésiale.

Les catholiques doivent-ils craindre la minorisation ? Les risques et les opportunités ne sont pas les mêmes à l'échelle majoritaire et minoritaire. La lumière faite sur les violences sexuelles dans l'Église n'est-elle pas bénéfiquement favorisée par la transition ? Le secret est bien plus difficile à briser dans une minorité ou une majorité établie. Le nombre croissant de catéchumènes n'est-il pas aussi la conséquence de l'attractivité d'une appartenance religieuse devenue plus élective à mesure qu'elle est moins héritée ?

Bien sûr, la minorisation a ses risques et l'intensification de l'entre-soi peut conduire à toutes les dérives du sectarisme. La dépendance est plus forte à l'égard d'initiatives privées ou politiques aux agendas ambigus. Reste qu'il faut accepter de regarder en face ce seuil. Le déni de réalité ne peut que rendre la transition plus brutale, en différant son apprentissage. Il est capital de ne pas vainement en culpabiliser les expressions mais d'en vérifier la cohérence évangélique de manière constructive, c'est-à-dire sans nostalgie d'une expérience majoritaire obsolète. Une minorité religieuse ne fonctionne pas comme une majorité religieuse en plus petit.

Yann RAISON du CLEUZIQU



Retrouvez le dossier « **Églises chrétiennes en France** »
sur www.revue-etudes.com